



Fiche RH

Processus métier : Les sanctions et leur impact en paye

Date	16/06/2016
Domaine	Modernisation RH
Objet	Sanctions : impacts en paye
Documents de référence	<ul style="list-style-type: none">- Code de la défense (art. L. 4137-2 et R. 4137-115)- Ordonnance n° 58-1270 (art. 45 et 46)- Loi n° 84-16 (art. 66 et 67)- Décret n° 86-83 (art. 43-2)- Décret n° 94-874 (art. 10 et 11)
Groupe de travail	Relations aux comptables

SRH

1. Les fonctionnaires titulaires de l'Etat :

Le tableau suivant a pour but de répertorier les différents impacts en paye que peuvent avoir les sanctions des personnels auxquels s'applique la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (fonctionnaires titulaires de l'Etat).

Groupe	Sanctions	Inscription au dossier de l'agent	Impact	Commentaires
1^{er} groupe	Avertissement	Non	Non	
	Blâme	Oui Effacement automatique au bout de 3 ans sans sanction entre temps	Non	
2^{ème} groupe	Radiation du tableau d'avancement	Oui	Impact sur l'avancement	Peut être une sanction complémentaire des sanctions des 2ème et 3ème groupes
	Abaisssement d'échelon	Oui	Impact sur l'avancement Diminution corrélative de la rémunération	
	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de quinze jours	Oui	Impact sur l'avancement Sanction privative de toute rémunération	1) Sanction pouvant être assortie d'un sursis. 2) Cette sanction n'a pas pour effet de priver l'intéressé de son emploi : tout agent concerné ne peut donc prétendre à un revenu de remplacement (CE, 29 janvier 2003, <i>CHU de Montpellier</i> , n° 227770 : pour un cas dans la FPH, transposable à la FPE). 3) Si une telle mesure était annulée au contentieux, l'administration devrait verser une indemnité à l'intéressé en raison du préjudice subi et non un rappel de traitement (absence de service fait) : CE, 7 avril 1933, <i>Deberles</i> . Pour calculer le préjudice, se reporter à la décision CE, 6 décembre 2013, <i>Commune d'Ajaccio</i> , n° 365155.
	Déplacement d'office	Oui	Impact sur l'affectation	
3^{ème} groupe	Rétrogradation	Oui	Impact sur la carrière Diminution corrélative de la rémunération	
	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de trois mois à deux ans	Oui	Impact sur l'avancement Sanction privative de toute rémunération	1) Sanction pouvant être assortie d'un sursis. 2) Cette sanction n'a pas pour effet de priver l'intéressé de son emploi : tout agent concerné ne peut donc prétendre à un revenu de remplacement (CE, 29 janvier 2003, <i>CHU de Montpellier</i> , n° 227770 : pour un cas dans la FPH, transposable à la FPE). 3) Si une telle mesure était annulée au contentieux, l'administration devrait verser une indemnité à l'intéressé en raison du préjudice subi et non un rappel de traitement (absence de service fait) : CE, 7 avril 1933, <i>Deberles</i> . Pour calculer le préjudice, se reporter à la décision CE, 6 décembre 2013, <i>Commune d'Ajaccio</i> , n° 365155.
4^{ème} groupe	Mise à la retraite d'office	Oui	Fin de fonctions	1) Ne peut être prononcée qu'après deux années de services civils et militaires effectifs. 2) L'article L. 59 du code des pensions civiles et militaires de retraite autorise la suspension de la pension dans certains cas, pour les situations courant <u>jusqu'au 1^{er} janvier 2004</u> (date de son abrogation). Cette suspension ne peut être décidée que si la sanction est proportionnée à la faute et que la suspension n'est pas de nature à porter une atteinte excessive aux droits des intéressés et au respect de leurs biens (CE, 7 janvier 2004, <i>Colombani</i> , n° 232465). 3) Si une telle mesure était annulée au contentieux, l'administration devrait verser une indemnité à l'intéressé en raison du préjudice subi et non un rappel de traitement (absence de service fait) : CE, 7 avril 1933, <i>Deberles</i> . Pour calculer le préjudice, se reporter à la décision CE, 6 décembre 2013, <i>Commune d'Ajaccio</i> , n° 365155.
	Révocation	Oui	Fin de fonctions	Si une telle mesure était annulée au contentieux, l'administration devrait verser une indemnité à l'intéressé en raison du préjudice subi et non un rappel de traitement (absence de service fait) : CE, 7 avril 1933, <i>Deberles</i> . Pour calculer le préjudice, se reporter à la décision CE, 6 décembre 2013, <i>Commune d'Ajaccio</i> , n° 365155.

Les mouvements attendus dans l'application PAY sont les suivants :

- Suivant la sanction, si la rémunération de l'agent doit être interrompue, il convient de porter la rem 30 (pas de rémunération, sauf versement de prestations familiales) ou 99 (pas de rémunération).
- Si pendant la durée de la sanction un agent en rem 30 ou 99 doit continuer à percevoir du supplément familial de traitement (SFT), il convient payer le SFT de manière pré-calculée en utilisant un mouvement 20 avec le code 0322.

NB : A compter du 1^{er} janvier 2017, il n'y aura pas de différence dans l'application PAY entre rem 99 et 30 suite au passage des prestations familiales aux caisses d'allocations familiales.

2. Les stagiaires de l'Etat (décret n° 94-874)

Sanctions	Inscription au dossier de l'agent	Impact	Commentaires
Avertissement	Non	Non	
Blâme	Oui	Non	
Exclusion temporaire pour deux mois maximum	Oui	Impact sur l'avancement Sanction entraînant une retenue sur rémunération (excepté le SFT)	
Déplacement d'office	Oui	Impact sur l'affectation	
Exclusion définitive de services	Oui	Fin de stage Sanction privative de toute rémunération pour les personnels non détachés	Lorsque cette sanction est prononcée à l'encontre d'un fonctionnaire stagiaire, titulaire dans un autre corps (cas de réussite d'un concours interne par exemple), il est simplement mis fin à son détachement. Une sanction disciplinaire peut lui être infligée dans son corps d'origine.

3. Les agents non titulaires de l'Etat (décret n° 86-83)

Sanctions	Inscription au dossier de l'agent	Impact	Commentaires
Avertissement	Non	Non	
Blâme	Oui	Non	
Exclusion temporaire des fonctions pour six mois maximum (CDD) ou un an maximum (CDI)	Oui	Impact sur l'avancement Sanction entraînant une retenue sur traitement	
Licenciement	Oui	Fin de fonctions	Le licenciement se fait sans préavis ni indemnité de licenciement

4. Les magistrats (ordonnance n° 58-1270)

Groupe	Sanctions	Inscription au dossier de l'agent	Impact	Commentaires
1^{er} groupe	Blâme	Oui	Non	
2^{ème} groupe	Déplacement d'office	Oui	Impact sur l'affectation	Peut assortir les sanctions des 2 ^{ème} et 3 ^{ème} groupes
	Retrait de certaines fonctions	Oui	Impact sur la carrière	
	Interdiction d'être nommé ou désigné dans des fonctions de juge unique pendant 5 ans maximum	Oui	Impact sur la carrière	
	Abaissement d'échelon	Oui	Impact sur l'avancement Diminution corrélative de la rémunération	
3^{ème} groupe	Rétrogradation	Oui	Impact sur la carrière Diminution corrélative de la rémunération	
	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale d'un an	Oui	Impact sur l'avancement Privation totale ou partielle de traitement	
4^{ème} groupe	Mise à la retraite d'office	Oui	Fin de fonctions	
	Révocation	Oui	Fin de fonctions	

5. Les militaires (code de la défense)

Groupe	Sanctions	Inscription au dossier de l'agent	Impact	Commentaires
1^{er} groupe <i>(possibilité de cumuler avec une sanction professionnelle)</i>	Avertissement	Non	Non	
	Blâme	Oui En principe, effacement d'office au 1 ^{er} janvier de la 5 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle les sanctions ont été prononcées	Non	
	Consigne	Oui En principe, effacement d'office au 1 ^{er} janvier de la 5 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle les sanctions ont été prononcées	Elle prive le militaire du rang, pendant sa durée, des sorties et autorisations d'absence auxquelles il pouvait prétendre.	En cas de nécessité, elle est prononcée avec effet immédiat.
	Réprimande	Oui En principe, effacement d'office au 1 ^{er} janvier de la 5 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle les sanctions ont été prononcées	Non	
	Arrêts	Oui En principe, effacement d'office au 1 ^{er} janvier de la 5 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle les sanctions ont été prononcées	Le militaire effectue son service dans les conditions normales mais il lui est interdit, en dehors du service, de quitter son unité ou le lieu désigné par l'autorité militaire de premier niveau dont il relève.	Peuvent être appliqués dans l'attente du prononcé de l'une des sanctions des 2 ^{ème} et 3 ^{ème} groupes. En cas de nécessité, ils sont prononcés avec effet immédiat.
	Blâme du ministre	Oui En principe, effacement d'office au 1 ^{er} janvier de la 5 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle les sanctions ont été prononcées	Non	
2^{ème} groupe <i>(possibilité de cumuler avec une sanction professionnelle)</i>	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de cinq jours	Oui	Impact sur l'avancement Sanction privative de toute rémunération	
	Abaissement d'échelon	Oui	Impact sur l'avancement Diminution corrélative de la rémunération	
	Radiation du tableau d'avancement	Oui	Impact sur l'avancement	
3^{ème} groupe <i>(possibilité de cumuler avec une sanction professionnelle)</i>	Retrait d'emploi par mise en non-activité pour une durée maximale de 12 mois	Oui	Impact sur l'avancement et sur la pension Le militaire a droit aux 2/5 de sa solde augmentée de l'indemnité de résidence et du supplément familial de solde	
	Radiation des cadres ou résiliation du contrat	Oui	Fin de fonctions	
Sanctions professionnelles* <i>(possibilité de cumuler avec une sanction des 1^{er} à 3^{ème} groupes)</i>	Attribution de points négatifs	Oui En principe, effacement d'office au 1 ^{er} janvier de la 5 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle ils ont été prononcés	Impact éventuel sur l'avancement (appréciation de la valeur professionnelle)	
	Retrait partiel d'une qualification professionnelle (temporaire dans la limite d'un an ou définitif)	Oui En principe, effacement d'office du <u>retrait temporaire</u> au 1 ^{er} janvier de la 9 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle il a été prononcé	Entraîne la perte immédiate des avantages pécuniaires attachés à l'exercice de la ou des qualifications retirées	
	Retrait total d'une qualification professionnelle (temporaire dans la limite de six mois ou définitif)	Oui En principe, effacement d'office <u>du retrait temporaire</u> au 1 ^{er} janvier de la 9 ^{ème} année suivant celle au cours de laquelle il a été prononcé	Entraîne la perte immédiate des avantages pécuniaires attachés à l'exercice de la ou des qualifications retirées	

* Concerne les militaires possédant des titres dont la liste est fixée par arrêté, reconnaissant leur qualification particulière pour exercer une activité professionnelle.